

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Commune de
GIVERNY**

(À rappeler dans toute correspondance)

Dossier numéro PC 27285 20 00001

Date de dépôt : 10/04/2020

Demandeur :

SCI LASCICO représentée par Monsieur
NIFLE ALAIN

Pour : réhabilitation de la maison et création
de lucarnes et fenêtres de toit

Adresse terrain :

4 rue aux Juifs
27620 GIVERNY

Cadastré : UA1192, UA1191

ARRÊTÉ

**du Maire au nom de la commune de GIVERNY
accordant un Permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes**

Le maire de GIVERNY,

Vu la demande de Permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes déposée le 10/04/2020 par SCI LASCICO représentée par Monsieur NIFLE ALAIN, domicilié 12 ESPLANADE DES COURTIEUX 92150 SURESNES ;

Vu le récépissé de dépôt affiché en Mairie en date du ;

Vu les pièces fournies le 10/04/2020 ;

Vu l'objet de la demande pour :

- La réhabilitation de la maison et création de lucarnes et fenêtres de toit ;
- La création d'une surface de plancher de 6,50 m² ;
- sur un terrain situé 4 rue aux Juifs 27620 GIVERNY ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 consolidée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et l'adaptation des procédures pendant cette même période prise en application de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 ;

Vu les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 21/11/2018 ;

Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UA ;

Vu l'avis simple du SIEGE en date du 16 avril 2020 ;

Vu l'avis favorable du ABF en date du 20 avril 2020 ;

Considérant qu'en application de l'ordonnance n°2020-306 susvisée, les délais d'instruction n'ayant pas expiré dans une période comprise entre le 12 mars 2020 et la fin de la période dérogatoire énoncée à l'article 1 de ladite ordonnanc sont suspendus jusqu'à la fin de cette dernière ;

Considérant qu'en vertu de l'article 19 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, les conseillers municipaux en exercice avant le premier tour des élections municipales 2020 conservent leur mandat jusqu'à l'entrée en fonction des conseillers municipaux nouvellement élus, et qu'à ce

titre, Monsieur Claude LANDAIS conserve la délégation susvisée dont il est titulaire jusqu'à cette même entrée en fonction ;

Considérant que le terrain se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ;

Considérant que le projet respecte le règlement de l'urbanisme et notamment celui de la zone UA du PLU ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes susvisé est **accordé**.

Fait à GIVERNY .

Le 11 mai 2020


LE MAIRE
Claude LANDAIS



NOTA BENE :

Le pétitionnaire est informé qu'il sera redevable de la Redevance d'Archéologie Préventive (RAP) et de la Taxe d'Aménagement (TA) qui comprend une part communale et une part départementale (application de l'Article 28 de la loi n°2010-1658 du 29/12/2010 de finances rectificatives). Le bénéficiaire de la présente autorisation peut donc se rapprocher de la mairie pour obtenir de plus amples renseignements.

Merci de faire parvenir à la Direction des Territoires et de la Mer (DDTM) – Service taxation l'attestation de votre banque justifiant l'obtention du prêt à taux 0%, aidé de l'État, pour bénéficier éventuellement d'une imposition réduite. Merci d'y mentionner le numéro de l'autorisation d'urbanisme. En cas de renonciation à votre projet de construction, il vous appartient de solliciter l'annulation ou de faire constater la caducité de l'autorisation de construire auprès de votre mairie, afin d'obtenir l'annulation de la TA.

Le pétitionnaire est informé qu'une attestation de conformité à la réglementation thermique (RT 2012 devra être jointe lors de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT)

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

RECOURS : Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification *A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DUREE DE VALIDITE DE L'AUTORISATION : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au bénéficiaire*. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tout ordre et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. Cette prorogation peut être renouvelée une fois.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir: Adressé au Maire, en trois exemplaires une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement); Installé sur le



Déclaration d'Ouverture de Chantier

Vous devez utiliser ce formulaire pour : Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.		Cadre réservé à la mairie du lieu du projet La présente déclaration a été reçue à la mairie Le Cachet de la mairie et signature du receveur	
1 - Désignation du permis PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 27285 20 00001			
2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)			
Vous êtes un particulier Nom : Prénom :			
Vous êtes une personne morale Dénomination : SCI LASCICO N° SIRET : 80064307400027 Représentant de la personne morale : Nom : NIFLE Raison sociale : Catégorie juridique : SCI Monsieur Prénom : ALAIN			
3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis).			
Adresse : Numéro : Lieu-dit : Code postal : Cedex :		Voie : BP : Localité :	
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :			
J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : <i>J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.</i>			
4 - Ouverture de chantier			
Je déclare le chantier ouvert depuis le :			
		Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :	
Surface créée (en m²) : Nombre de logements commencés : <div style="text-align: right;"> dont individuels : dont collectifs : </div>			
Répartition du nombre de logements commencés par type de financement			

Logement Locatif Social :

Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :

Prêt à taux zéro :

Autres financements :

Je certifie exactes les informations ci-dessus

À

Le :

Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers

(consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ☐ ci-contre :



Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Vous devez utiliser ce formulaire pour : <ul style="list-style-type: none"> • Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement • Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction • Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable 	Cadre réservé à la mairie du lieu du projet <p>La présente déclaration a été reçue à la mairie Le</p> <p>Cachet de la mairie et signature du receveur</p>
--	--

1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 27285 20 00001

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries?
Si oui, date de finition des voiries fixée au :

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier :

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale :

Dénomination : SCI LASCICO

N° SIRET : 80064307400027

Représentant de la personne morale :

Nom : NIFLE

Raison sociale :

Catégorie juridique : SCI

Monsieur

Prénom : ALAIN

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis).

Adresse :

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

BP :

Code postal :

Localité :

Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le :

Changement de destination effectué le :

<input type="checkbox"/>	Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :
--------------------------	--

Surface créée (en m ²) : Nombre de logements terminés :	dont individuels : dont collectifs :
Répartition du nombre de logements terminés par type de financement <input type="checkbox"/> Logement Locatif Social : <input type="checkbox"/> Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro : <input type="checkbox"/> Autres financements :	

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)¹

À Le : Signature du (ou des) déclarant(s)	À Le : Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux
---	--

Pièces à joindre (Oui/Non les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

- AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-21 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] :
- AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et paracycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] :
- AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R. 111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-4-1 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :
 - soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
 - soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux. ² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.